

Discours partagés entre migrants internes pour se justifier dans la ville de Bukavu

Jeff Aketchi Luhangela

Doctorant en socioanthropologie à l'École doctorale de l'Université du Burundi (UB), Centre de recherche sur le développement des sociétés en reconstruction (CREDSR), Enseignant-chercheur à l'Institut supérieur de développement rural de Bukavu (ISDR-Bukavu), Département de l'organisation sociale, RDC

Athanase Nsengiyumva, PhD

Université du Burundi (UB), Burundi

Christine Grard, PhD

Université Catholique de Louvain (UCL), Belgique

Aloys Toyi, PhD

Université du Burundi (UB), Burundi

Onésime Sadiki Byombuka, PhD

Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu (ISDR-Bukavu), RDC

Approved: 15 August 2026

Posted: 17 August 2026

Copyright 2026 Author(s)

Under Creative Commons CC-BY 4.0

OPEN ACCESS

Cite As:

Aketchi Luhangela, J., Nsengiyumva, A., Grard, C., Toyi, A., & Byombuka, O.S. (2026). *Discours partagés entre migrants internes pour se justifier dans la ville de Bukavu*. ESI Preprints. <https://doi.org/10.19044/esipreprint.8.2026.p368>

Résumé

Cette étude met en lumière les différents discours des migrants internes partagés lors des rencontres officielles et occasionnelles afin de comprendre les enjeux de leurs regroupements ethniques et interactions en dehors du cadre mutualiste en milieu urbain de Bukavu. L'usage de la technique d'observation directe, documentaire, d'entretien semi-directif et libre ainsi que d'échantillonnage dit boule de neige auprès de soixante-cinq migrants internes a permis d'aboutir aux résultats suivants : Les discours des migrants internes lors des rencontres officielles sont orientés vers les actions d'entraide et de solidarité en ville. D'autres précisent les échanges sur la sauvegarde de l'unité traditionnelle et des valeurs culturelles en voie de perte actuelle. Enfin, les échanges sur le renforcement des capacités

culturelles et la redynamisation des valeurs ancestrales en milieu urbain d'accueil. S'agissant des discours partagés lors des rencontres occasionnelles, les migrants internes discutent des valeurs traditionnelles dans leurs familles. Dans leurs lieux de travail, les lieux de commerce, ils échangent des sujets de la vie politique, des activités économiques et religieuses, de la santé publique et de la protection de l'environnement. Leur désir de rester toujours interconnectés leur permet de développer les échanges sur les réseaux sociaux en créant des groupes WhatsApp dans la ville de Bukavu.

Mots-clés : Discours partagés, migrants internes, regroupements ethniques

Common Narratives Used by Internally Displaced Persons to Justify Their Presence in the city of Bukavu

Jeff Aketchi Luhangela

PhD student in socio-anthropology at the Doctoral School of the University of Burundi (UB), Centre for Research on the Development of Societies in Reconstruction (CREDSR); Lecturer and researcher at the Higher Institute for Rural Development in Bukavu (ISDR-Bukavu), Department of Social Organisation, DRC

Athanase Nsengiyumva, PhD

University of Burundi (UB), Burundi

Christine Grard, PhD

Catholic University of Louvain (UCL), Belgium

Aloys Toyi, PhD

University of Burundi (UB), Burundi

Onésime Sadiki Byombuka, PhD

Bukavu Higher Institute for Rural Development (ISDR-Bukavu), DRC

Abstract

This study highlights the various perspectives expressed by internally displaced migrants during both formal and informal encounters, with the aim of understanding the issues related to their ethnic groupings and interactions outside the mutual aid framework in the urban setting of Bukavu. The use of direct observation, document analysis, semi-structured and open-ended interviews, as well as “snowball” sampling among sixty-five internally displaced persons, yielded the following results: the narratives of internally displaced persons during official meetings focus on acts of mutual aid and solidarity in the city. Others highlight discussions on preserving traditional unity and cultural values that are currently disappearing. Finally, the

discussions focus on strengthening cultural capacities and revitalizing ancestral values in the urban host community. Regarding the conversations shared during informal gatherings, internally displaced persons discuss traditional values within their families. At their workplaces and in shops, they discuss topics related to politics, economic and religious activities, public health, and environmental protection. Their desire to stay constantly connected allows them to engage in discussions on social media by creating WhatsApp groups in the city of Bukavu.

Keywords: Shared discourse, internally displaced persons, ethnic groups

Introduction

Les groupes humains étant les composants fondamentaux de la société, l'homme, partout où il vit, appartient de force ou de gré à des groupes. Peu importe la variation de leurs tailles, de leurs structures ou des tâches entreprises, la pérennité de ces groupes se repose sur la dépendance réciproque et l'influence mutuelle entre ses membres. Certes, la population mondiale estimée à 8 milliards d'humains en 2023, la France en elle seule : « *enregistre 111 groupes ethniques avec une population de 67,064 millions d'habitants* » (Jean-loup & Elikia, 2021). En plus, leurs appartenance à une lignée d'un ancêtre commun, coïncide avec des comportements en société d'identités dans laquelle : « *les rapports sociaux sont constamment ethnicisés et théoriquement défendables* » (Madeleine, 2020). Dans les pays Africains, il s'observe un processus d'identification ethnique et n'existe pas encore de critères permettant de « *délimiter tous les groupes, les langues, cultures, territoires et sentiments d'appartenance* » (Olderogge, 1999). Ces groupes n'étant pas spontanés en milieu urbain, il convient de s'interroger sur : « *des réactions qui suscitent les besoins d'appartenance ou d'affection dans la construction de l'identité* » (Bazoumana, 2014). Chaque regroupement ethnique voit encore chez l'autre des valeurs positives en dépit de l'animosité qui s'est construite dans le temps. Avec les guerres d'agression rwandaises connues à l'Est de la RDC, les migrants internes ont établi des liens émotionnels avec d'autres, manifesté en plus le désir d'être connectés et la motivation de rester dans le groupe. Tout ceci dans le but de défendre leurs intérêts communs via : « *un sentiment de proximité et de cohésion* » (Samah, 2021). Dans la ville de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu, les migrants internes s'orientent vers les regroupements ethniques et leurs participations sont encouragées afin de renforcer : « *le sentiment d'appartenance et de solidarité qui rétablissent les liens sociaux et la promotion du bien-être collectif* » (Kitsimbou B., 2017). De ce fait, les migrants internes privilégient les rencontres tant officielles que non officielles à travers lesquelles les discours

sont partagés afin de justifier les actes qu'ils posent car : « *la richesse culturelle contribue à la diversité et à la vitalité d'une société* » (M'bokolo, 2023). Considérant tout ce qui précède, cet article décrit les différents discours partagés par les migrants internes lors des rencontres officielles et non officielles, afin de comprendre les enjeux de leurs regroupements en mutualités ethniques ainsi que les interactions réalisées en dehors du cadre mutualiste dans la ville de Bukavu.

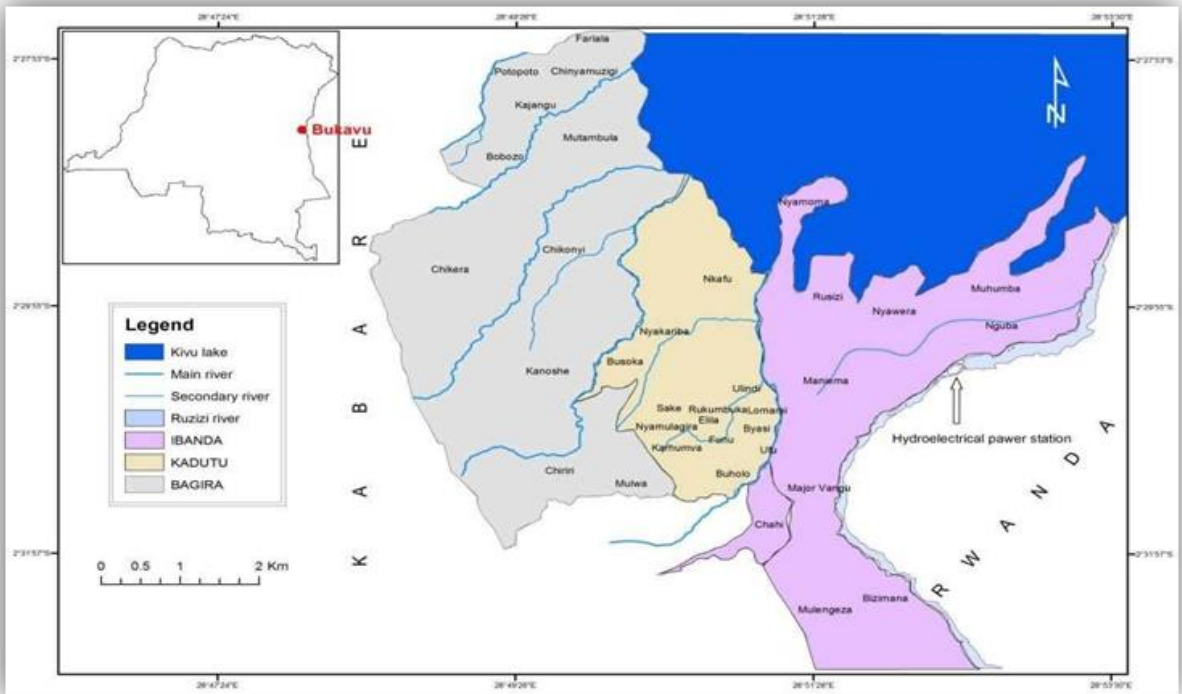
Cadre d'étude et Méthodologie

Cadre d'étude

Présentation du contexte d'établissement du milieu d'étude : La ville de Bukavu

Actuelle chef-lieu de la province du Sud-Kivu, la ville de Bukavu a été établie vers : « *les années 1900 comme poste militaire de l'État indépendant du Congo, sur le territoire du royaume de Bushi du Kivu* » (Aymar Nyenyezi, Emery Mudinga, & Tom De Herdt, 2021). À cette époque, elle s'appelait « *Bukanfu* »¹ et était dirigée par le chef Nyalukemba. Cette ville a été bâtie sur une superficie d'environ 3 km². Avec l'arrivée des premiers militaires belges, la ville s'élargissait progressivement au rythme de l'arrivée des colons en passant de 3 km² à 58,26 km² à la veille de l'indépendance. Ils s'installaient à Nyalukemba en commune d'Ibanda et y restèrent jusqu'à la désaffectation de la gestion coutumière de deux zones rurales : la zone de Kadutu qui s'étendait sur 10,1 km² et celle de Bagira sur 36,6 km². Ils devinrent plus tard des communes urbaines de la ville de Bukavu, reconnues officiellement en 1958 par : « *l'ordonnance n°12/157 du 6 septembre 1958* » (An Ansoms & Aymar Nyenyezi, 2014). En voici la carte administrative actuelle de la ville de Bukavu.

¹ Bukanfu signifiait le lieu des vaches ou la région des vaches, et désignait alors l'endroit. Précisons que les superficies mentionnées sont approximatives, les différentes sources utilisées, officielles ou non officielles, présentant des différences, fussent-elles très légères.

Figure 1: Carte administrative de la ville de Bukavu au Sud-Kivu

Source : Localisation de la ville de Bukavu (Sadiki, 2009)

Cette ascension a été réalisée dans l'optique de civiliser les peuples congolais à travers la politique de regroupement des peuples indigènes et les agglomérations humaines appelées « centres extra-coutumiers » de l'époque sont devenues des villes dans les formats actuels. Faisant partie de ces centres extra-coutumiers, la ville de Bukavu recevait les Congolais qui manifestaient : *« les désirs d'échapper à leurs coutumes et qui commençaient à s'émanciper et à violer les interdits de la coutume »* (Cirhalwirhwa, 2020). Devant toutes ces dérives, les élites locales ont organisé des mobilisations au sein des associations ethniques en milieu urbain, qui auront également un impact considérable sur les politiques de gestion de la ville de Bukavu en particulier et celles du Sud-Kivu en général. Depuis les années 1960, l'augmentation de la population à Bukavu a entraîné une densification de sa population et son développement progressif à l'intérieur des limites urbaines durant les années 1970 et 1980. Avec l'arrivée massive des réfugiés rwandais au Zaïre les années 1994, la ville de Bukavu connaît : *« l'immigration des peuples provenant des zones rurales suite aux conflits liés aux activités de groupes armés, à la recherche d'opportunités commerciales et aux problèmes d'aménagement des périurbains où n'ont pas accès à l'eau, à l'électricité et aux routes »* (Aymar Nyenyezi, Emery Mudinga, & Tom De Herdt, 2021).

Assurément, leur arrivée massive en milieu urbain a propulsé sa croissance et métamorphosé la ville de Bukavu en une cité densément peuplée et variée. Actuellement, son administration est structurée autour de ces trois communes qui comptent 20 quartiers au total. Il arrive parfois que, dans le quartier « *Panzi* » et « *Kasha* », bien qu'ils aient été établis en communes en 2025², les structures opérationnelles et de référence restent ces trois communes, subdivisées en quartiers, en cellules et plusieurs avenues. La vie socioculturelle de la ville enregistre une diversité culturelle et ethnique dont la majorité est constituée par les Shi, étant donné que cette ville a été établie sur : « *une terre qui appartenait jadis au royaume de Bushi et dont son peuple, « les Bashi », accueillait les migrants venus d'autres territoires* » (Ciza, 2024). L'accroissement de la population étant inégalement réparti, il s'observe que la prolifération hôtelière rapide a eu un impact positif sur l'économie locale, en fournissant des emplois et des services qui améliorent les conditions socio-économiques de ses résidents.

Méthodologie

Type d'étude et techniques de collecte et traitement des données

Cette étude ethnographique est du type qualitatif. Elle a été réalisée dans la ville de Bukavu entre octobre 2023 et 2025 auprès des migrants internes ayant fui l'insécurité qui sévit dans leurs milieux ruraux du Sud-Kivu. Malgré la sensibilité du sujet, mon entrée sur un terrain qui m'est familier a favorisé un climat de confiance, me permettant de mener des entretiens individuels semi-directifs et des entretiens libres selon les contextes. Ma familiarité avec le sujet d'étude m'a donné la possibilité d'écouter durant les entretiens des récits qui étaient méconnus du grand public. Les liens d'amitié ont permis : « *D'enquêter parmi les proches afin de ressentir, de percevoir et de compatir, une façon de vivre le traumatisme de terrain comme mécanisme de construction du savoir* » (Charlier, Chistine

² Les agglomérations de Kasha et Panzi, situées dans la ville de Bukavu, en province du Sud-Kivu, viennent d'obtenir officiellement le statut de commune, a annoncé le gouvernement congolais à travers un décret signé récemment. Cette décision intervient après plusieurs années de pression sur le plan local. Selon le décret, la création de ces deux communes répond à la nécessité de renforcer l'administration locale et de mieux organiser la ville de Bukavu. La décision a été prise sur proposition du vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières, après avis conforme de l'Assemblée provinciale du Sud-Kivu (décision n° 09/200/PLENIERE/ASPRO/SK du 7 octobre 2009) et l'examen du Conseil des ministres.

Commune de Kasha : limites : au nord, le lac Kivu ; au sud-ouest, la chefferie de Kabare ; à l'est, la commune de Kadutu ; à l'ouest, la commune de Bagira (rivière Mugaba). Quartiers : Mulambula, Chikera, Chikonyi, Ciriri, Kanoshe, Mulwa, Buholo-Kasha, Cah. Commune de Panzi : limites : au nord, route Major Vangu vers Ruzizi II ; au sud-ouest, commune de Kasha ; à l'est, rivière Ruzizi ; à l'ouest, route des Planteurs. Quartiers : Mulengeza, Mushununu, Bizimana, Mulungulungu.

Grard, Laugrand, Laurent , & Saskia, 2020). À cet effet, l'usage de l'échantillonnage dit « *boule de neige* » a été vite valorisé par le fait qu'à travers l'identification d'un seul migrant interne, on parvenait à en rencontrer d'autres. Ce qui a permis d'entrer en contact et de réaliser les entretiens auprès de soixante-cinq migrants internes dans la ville de Bukavu. En plus, le recours à l'observation directe lors de l'écoute attentive m'a permis d'observer les gestes et pratiques des affiches dans des bistrots afin d'en tirer le sens. Lors d'entretiens de terrain, j'ai rencontré de façon individuelle les migrants internes, certains dans leurs résidences et d'autres selon les rendez-vous et les lieux fixés dans la ville. En cas de circonstances occasionnelles, par exemple sur le lieu de deuil, de mariage, je recourrais à l'entretien individuel libre selon que l'on se présentait devant mon interlocuteur à un temps record. Mon accès aux archives telles que les procès-verbaux des réunions des mutualités et les différents discours des migrants internes collectés, ont été analysés grâce à la méthode d'analyse des contenu. Ce qui a facilité leurs confrontations et d'en produire une compréhension scientifiquement expliquée.

Consentement et confidentialité durant la collecte des données

Le terrain a été réalisé dans un contexte d'insécurité grandissante de guerre depuis le mois de novembre 2024. Durant cette période, les habitants de la ville de Bukavu ont développé une attitude de réticence devant tout le monde en ce sens que personne ne maîtrise personne qui serait en connivence avec les nouveaux occupants de la ville de Bukavu. Dans ce contexte, la posture adoptée était celle de partager la même crainte avec la personne ressource tout en lui rassurant aussi mon inquiétude face à cette réalité. Je me suis présenté aussi comme l'un des membres appartenant à la même tribu, j'ai procédé ensuite à la présentation du bien-fondé de ma recherche et rassuré que son identité ne sera pas mise à la disposition du grand public lors de la rédaction. Il m'a fallu entretenir les relations à travers les visites répétées afin de tisser le lien avec les personnes ressources et gagner plus tard leur confiance. Or, certains voulaient que je manifeste une attitude qui convienne à leurs convictions politiques. Dans ce cas, je recourrais à la neutralité lors d'entretiens et cette posture m'épargnait de tout piège qu'ils me tendaient lors du terrain dans la ville de Bukavu.

Langue utilisée et considérations éthiques lors de la collecte des données

Le swahili est la langue majoritairement parlée dans la ville de Bukavu et le français, connu comme langue officielle. En prélude des différents entretiens, les personnes rencontrées me proposaient que les entretiens se fassent en langue swahili et quelquefois en français. Vu la sensibilité que revêtait la thématique de recherche dans la zone d'étude, je rassurais toujours

sur l'anonymat des informations qu'ils me délivraient lors de l'entretien. Ainsi lors de la rédaction, les informations reçues ont été anonymisées. J'ai procédé à mettre le nom du regroupement ethnique auquel appartient le migrant interne au lieu de préciser son identité personnelle connue.

Gestion des risques liés à l'ethnie et les thèmes politiques

Du début des activités d'entrée sur le terrain jusqu'à la production des résultats de recherche, je me suis inscrit dans la quête de la « prudence » afin de m'épargner de tout incident imprévisible. Cependant, une attestation m'avait été attribuée par la direction de la recherche et de l'innovation de l'université du Burundi, une des preuves qui facilitait mon acceptation sur terrain. C'est le cas par exemple d'un rassemblement des migrants qui, pour y participer, j'ai négocié au préalable avec le leader de la mutualité concernée. Il m'accepta la veille et une situation d'incompréhension se reproduira le lendemain dès mon arrivée sur place :

« Lorsque je m'introduisis dans la salle de l'aumônerie catholique de l'Institut Supérieur Pédagogique lors de la réunion des migrants internes regroupés en mutualité Cinyabuguma, une personne me demanda si je suis membre et si je connais le sujet dont ils parlent. J'ai répondu négativement. Il me demanda de quitter la salle, car je ne faisais pas partie de leurs mutualités. Vu que j'avais déjà un accord de l'un des leaders de la mutualité, celui-ci m'a défendu et m'a demandé d'exhiber mon attestation de recherche afin de pouvoir continuer avec mon observation »³.

Cet incident m'est arrivé alors que je détenais mon attestation de recherche et pourtant ma participation à la réunion avait été négociée au préalable. Cette prudence dans la négociation du terrain m'a permis d'accéder aux données ayant confirmé la faisabilité de cette recherche ethnographique.

Résultats et Discussions

Discours partagés lors des rencontres officielles en milieu urbain

Les discours des migrants internes dès leur arrivée sont orientés vers les actions d'entraide et de solidarité, une nécessité de faire face aux difficultés vécues en ville. Un membre de la mutualité Moyenne Gurhahopa en a témoigné en ces termes :

« Nous échangeons souvent sur l'entraide mutuelle car la majorité des membres ne se sont pas encore habitués à la vie

³ Mes observations réalisées dans la salle de réunion de l'aumônerie catholique de l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu, en juin 2023 à 16 heures.

urbaine de Bukavu. Suivi des discours axés sur la solidarité, l'amour et la compréhension mutuelle »⁴. Renchérit ensuite en ces termes : « À part le discours sur l'assistance, nous partageons les idées sur les stratégies qui nous permettront de vivre une vie paisible avec d'autres communautés dans la ville de Bukavu »⁵.

Les migrants échangent leurs idées sur l'entraide et la solidarité, une façon de résoudre les problèmes ensemble dans la ville d'accueil. Ils insistent à cet effet sur ces genres de discours afin d'inciter un sentiment de compassion aux membres, quelles que soient les circonstances dans lesquelles ils se trouvent pour leur bien-être collectif. D'autres migrants internes échangent sur la sauvegarde de l'unité traditionnelle ainsi que des valeurs culturelles en voie de perte actuelle. Ce qui a été témoigné par un membre de la mutualité Buhuma Bw'ebatembo en ces termes :

« Lors de nos rencontres, nous discutons constamment du processus visant à préserver l'unité des membres, tout en explorant diverses solutions aux problèmes de perte de nos valeurs culturelles récemment constatés dans cette ville »⁶.

Les mécanismes de sauvegarde et de consolidation de l'unité incitent les migrants internes à développer les slogans culturels lors de leurs échanges en milieu urbain. C'est le cas par exemple du slogan Fuliiru : *« Buguma kulianwa »*, signifiant en français que : *« En toutes circonstances, nous devons rester unis et c'est dans l'unité que nous retrouvons notre force »⁷*. Enfin, les migrants internes échangent sur le renforcement des capacités culturelles et la redynamisation des valeurs ancestrales à travers les rencontres culturelles organisées à cette fin en milieu urbain d'accueil. C'est le cas du témoignage d'un membre de la mutualité Emo 'ya M'mbondo, en ces termes :

« Lorsque nous nous réunissons, nos échanges cadrent avec les programmes de renforcement des capacités culturelles ainsi que la redynamisation de nos valeurs culturelles via les séances de formation culturelle, afin que nos membres soient informés sur leurs cultures »⁸.

⁴ Entretien avec un membre de la mutualité Moyenne Gurhahopa à Bukavu, le 16 mars 2024, âgé de 60 ans.

⁵ Entretien avec un membre de la mutualité de Banyindu à Bukavu, le 17 octobre 2023, âgé de 42 ans.

⁶ Entretien avec un membre de la mutualité Buhuma Bw'ebatembo à Bukavu, le 23 avril 2023, âgé de 38 ans.

⁷ Entretien avec un membre de la mutualité Buguma Bwabafuliiru à Bukavu, le 16 janvier 2024, âgé de 32 ans

⁸ Entretien avec un membre de la mutualité Emo 'ya M'mbondo à Bukavu, le 9 janvier 2024, âgé de 59 ans

Les discours ainsi développés s'articulent autour de la revitalisation des valeurs culturelles, considérant que certaines d'entre elles disparaissent. Afin de les préserver, ils privilégient le partage des connaissances ancestrales en ville. Cependant, les migrants internes extériorisent leurs sentiments de compassion en faveur de leurs milieux ruraux d'origine. Ils le font à des fins économiques, de protection ou politiques à travers : « *un réseau de sentiments, des émotions, des préjugés, des mythes et des traditions* » (Kitsimbou, 2001: p23) . Or, dans un système culturel, ils ressentent le risque de perdre leurs identités originelles, dont la seule stratégie n'est que de rappeler la nécessité de leur sauvegarde. Ce qui rejoint les affirmations de Thomas Lemoine selon lesquelles les jeunes s'intéressent souvent aux cultures occidentales qui « *contribuent à la marginalisation des pratiques ancestrales* » (Lemoine, 2020) et celles de Jean-Pierre Dupont pour qui la modernisation « *provoque la perte de repères culturels et relègue les pratiques ancestrales au second plan* » (Dupont, 2018). Face à la concurrence culturelle entre les cultures traditionnelles et occidentales, certaines valeurs ancestrales sont en voie de perte en ville et la seule stratégie resterait la redynamisation culturelle basée sur : « *l'organisation des conférences sur les connaissances culturelles et un dialogue franc entre les praticiens traditionnels et modernes* » (Moreau, 2021). Les savoirs ancestraux échangés les soumettent à une logique de pérennisation des valeurs ancestrales et sont, selon Sophie de la Croix, les initiations des membres qui offrent : « *une opportunité aux nouvelles générations de découvrir leurs traditions culturelles, de s'y engager et de renforcer leur identité* » (Delacroix, 2019). D'où leur transmission intergénérationnelle redynamise l'engagement des nouvelles générations et renforce la reconstruction identitaire en milieu urbain d'accueil.

Discours partagés en dehors des rencontres officielles en milieu urbain

En dehors du contexte des réunions officielles des mutuelles, les migrants internes partagent les informations sur ce qui se passe en ville ou dans les campagnes, milieux de provenance. Ils développent les interactions entre eux et avec les personnes d'origines diverses, soit dans le cadre de vie professionnelle, éducative, sociale ou religieuse. En effet, les affirmations reçues sur le terrain ont révélé que les migrants internes partagent des informations en rapport avec les valeurs traditionnelles, la politique urbaine, les activités religieuses, économiques, sanitaires et celles en lien avec la protection de l'environnement, souvent en mode présentiel ou à travers les réseaux sociaux via les groupes WhatsApp créés par eux dans la ville de Bukavu.

Échanges sur les valeurs traditionnelles

Dans les familles, les migrants internes échangent sur les valeurs traditionnelles⁹ qui intègrent des mythes narratifs, des dictons, des chants ou des poèmes qui glorifient l'histoire et les principes culturels. Un membre de la mutualité cinyabuguma c'ekabare me témoigna en ces termes :

*« Les valeurs ancestrales procurent un sentiment d'identité et d'appartenance. Elles sont entre autres : le mariage traditionnel, la solidarité, le respect de la hiérarchie familiale et une croyance en un Être suprême. Je pense que c'est vraiment crucial que nous nous attachions à ces valeurs pour notre intégrité sociale et notre identification en elles. C'est pourquoi, lorsque nous trouvons une occasion, nous échangeons en guise de rappel et d'informations avec ceux qui n'en connaissent pas »*¹⁰.

Les valeurs traditionnelles partagées renforcent les relations familiales et incitent les parents à assumer un rôle éducatif auprès de leurs enfants, pour une famille résiliente en milieu urbain d'accueil. De ce constat, le sociologue britannique Paul Gilroy, en abordant la notion de diasporas et d'identités fluides, révèle que : *« la diversité des identités culturelles et la valorisation des pratiques ancestrales doivent être gérées et intégrées au niveau des petites communautés »* (Gilroy, 2018). Or, la famille étant au niveau local, est le lieu propice pour la reconstruction d'un sentiment d'appartenance identitaire car : *« les individus ou les communautés doivent maintenir leurs identités face aux influences extérieures »* (Appadurai, 2019). Ce maintien mène parfois à des tensions internes face à des normes culturelles dominantes, tel que le souligne la sociologue et économiste néerlandais-américaine Saskia Simon dans : *« Les villes globales »* (Saskia, 2007). Ainsi le partage au sein des familles reste l'apanage des micro communautés face à la diversité des normes culturelles occidentales. Il renforce l'identité à travers les pratiques ancestrales et justifie les actions des migrants internes en milieu urbain d'accueil.

Les murs qui parlent : quelles preuves pour justifier le coût de la vie en ville ?

Dans la quête du bien-être socioéconomique, la débrouillardise constitue pour les migrants internes l'un des moyens qui facilitent leur intégration en milieu urbain d'accueil. Lors des rencontres informelles, ils partagent les informations sur la cherté de la vie urbaine et les stratégies pour

⁹ Entretien avec un membre de la mutualité Cinyabuguma c'ekabare à Bukavu, octobre 2024, âgé de 50 ans.

¹⁰ Entretien avec un membre de Cinyabuguma, c'ekabare à Bukavu, 14 octobre 2024, âgé de 50 ans.

s'en sortir. D'autres se limitent à s'exprimer à travers les affiches sur les murs de leurs boutiques, salons de coiffure, maisons de vente des boissons ou autres lieux de travail portant un message interpellatif qui justifie le coût de la vie en ville. C'est le cas des messages rencontrés sur les murs écrits en swahili : « *Towa pesa mbele* » et « *Deni fika kesho* », capturés dans une maison de vente des boissons alcooliques en commune de Kadutu, que je présente de manière suivante à travers les figures ci-dessous :

Figure 2: Affiches liés à la cherté de la vie urbaine pour se justifier



Source : Images prises dans l'une des buvettes de Kadutu, octobre 2024

Les expressions sont souvent affichées afin que le client, appartenant à la même tribu que le vendeur et qui, par manque de moyens de survie, ne parvient pas à contracter la dette. En effet, l'expression : « *Towa pesa mbele* », pour dire littéralement en français : « *Donne l'argent avant tout* », est affichée pour éviter les malentendus qui résulteraient lors de l'incapacité manifeste de non-paiement des dettes contractées. Un membre de la mutualité Cinyabuguma c'ekabare témoigna en ces termes :

« Mes clients sont souvent membres de notre mutualité ethnique. Je me retrouve parfois dans l'impossibilité de leur refuser la dette lorsqu'ils se présentent. Les expériences vécues confirment qu'après l'octroi de la dette, les relations finissaient par les malentendus en cas de non-paiement. Pour m'en épargner, j'ai mis les écrits sur chaque mur : « Avant

tout, donner l'argent. » Ces messages parlaient à ma place et me permettaient de recevoir de l'argent avant que je la demande au client car, ce dernier, en le lisant, est préalablement travaillé sur sa conscience avant toute opération économique dans ma boutique »¹¹.

Les migrants internes préfèrent s'orienter auprès des familiers avec lesquels ils partagent la même appartenance culturelle pour effectuer les achats en produits alimentaires et articles de survie en mode de paiement en monnaie cash ou à crédit en termes de solidarité. Il en résulte alors la réalité selon laquelle certains se servent sans conditions dans les maisons qui vendent les boissons, en consomment sans payer à l'avance et finissent par partir avec l'argent sous le regard impuissant du tenancier en raison de l'appartenance à la même souche familiale. Dans ce contexte, « payer avant tout » réduit sensiblement les incompréhensions entre acheteur et vendeur et installe un climat serein de travail de la débrouillardise dans la ville de Bukavu.

Les affiches connues en swahili : « *Deni fika kesho* », signifiant en français : « *Viens demain pour le cas de dettes* », révèlent que la dette est l'ennemie de toute activité économique et que ceux qui la contractent sont souvent les familiers et connaissances vivant dans la précarité socioéconomique en milieu urbain. Lorsqu'ils se présentent, le refus de la dette est parfois mal interprété et une façon d'aggraver leurs vulnérabilités. Afficher sur le mur le message : « *Viens demain* », joue sur le mental du vendeur et du client. Un membre de la mutualité Havu témoigna en ces termes :

« Les hommes aiment les dettes. Or, le business ne peut pas évoluer avec des dettes. Leur refuser est toujours mal vu. Une façon de leur refuser, c'est d'afficher sur le mur le message que celui qui veut la dette arrive demain. Il permet la réduction des demandes car demain n'arrivera jamais »¹².

Au regard du message affiché sur les murs, les migrants, malgré leur état de vulnérabilité, achètent au prorata des moyens disponibles du fait que les affiches leur révèlent au préalable l'intention des vendeurs de ne pas leur accorder le crédit ; un sens interpellateur dans les actions de débrouillardise qu'ils posent dans les échanges liés à l'exercice des activités économiques en milieu urbain de Bukavu. Selon Karim Ouaras, un anthropologue algérien, les inscriptions sur les murs dans les places publiques sont des graffitis ou expressions symboliques qui s'ajoutent aux autres pratiques langagières, et

¹¹ Entretien avec un membre de Cinyabuguma, c'ekabare à Bukavu, 14 octobre 2024, âgé de 50 ans.

¹² Entretien avec un membre de la mutualité Havu à Bukavu, le 12 mars 2024, âgé de 35 ans.

qui véhiculent : « *les spécificités identitaires, sociales, politiques, culturelles et régionales malgré leurs inscriptions sur les places publiques* » (Karim Ouaras, 2009). Selon lui, les murs de la ville sont transformés en tribune d'expression sur laquelle les graffeurs, étant personnes inconnues, s'approprient les espaces urbains, fondamentalement publics, afin de valoriser les discours sur leurs vécus quotidiens en milieu urbain. Or, ce contexte ne colle pas avec les réalités rencontrées en ce sens que les boutiques, les terrasses de vente des boissons et autres lieux de travail sont des espaces de commerce, non réellement publics, connus de tous comme une propriété privée et dont la source du message émane du propriétaire.

Echanges liés à l'exercice des activités économiques

Ces échanges font savoir deux réalités. La première est celle des migrants internes qui ne parviennent pas à se débrouiller ou à décrocher un emploi et, la deuxième est celle des migrants internes qui se débrouillent à travers les activités génératrices de revenus pour la survie. Les deux font face aux messages interpellateurs parmi lesquels quelques images ont été prises, présentées et développées de manière ci-dessous :

Figure 3: Affiche liée au travail d'un paresseux pour se justifier



Source : Image prise dans l'une des salons de coiffure à Bukavu, mai 2024

Le premier message affiché en swahili révèle que : « Le travail d'un paresseux, c'est la jalousie. » Il invite le lecteur à s'investir dans les travaux techniques et à éviter la paresse. Un membre de la mutualité moyenne Gurhahopa l'a témoigné en ces termes :

« Les familiers qui nous ont rejoint en ville ne travaillent pas et ne veulent pas les travaux manuels. Ils passent tout leur temps dans nos boutiques, salons de coiffure et forment le « ligala »¹³. Les jours passent sans gagner quelque chose. À

¹³ Le concept « LIGALA » a été utilisé plusieurs fois par mes enquêtés afin de révéler le fait de se rassembler dans un lieu pour discuter sur un thème. Souvent les rassemblements se

la fin, ils préfèrent qu'on leur donne ce dont ils ont besoin. Ils oublient que l'entraide est conditionnée par la contribution de tout un chacun. C'est pourquoi, lorsqu'ils viennent rester dans mon lieu de travail, cette affiche les interpelle de ne pas rester sans rien faire et l'important est de réaliser une activité afin de ne pas s'inscrire dans la jalousie »¹⁴.

Les migrants internes qui, tout en demeurant avec leurs proches, cherchent des moyens de s'occuper, ne trouvent d'autre solution que de passer le temps dans un endroit où l'un des membres de leur tribu travaille en ville. De là, trouvent les informations nécessaires pour accéder aux activités de la débrouillardise.

Figure 4: Affiche sur le retour au village à cause des crédits pour se justifier



Source : Image prise dans l'une des boutiques à Bukavu, mai 2024.

Le message partagé : « *Retour au village ; il a vendu à crédit, sa bonté l'a rendu malheureux* », s'adresse à tous les migrants internes ayant investi dans la débrouille en guise de rappel. Il est imprudent de continuer à donner des dettes aux familiers en termes de solidarité ethnique, sinon ils risquent de retourner aux villages si le principe de gestion efficace n'est pas appliqué. En plus, il interroge ceux qui ont connu des pertes suite aux dettes accordées à leurs proches et qui n'ont rien reçu en retour. Un membre de la mutualité Buguma Bwabafuliiru témoigne en ces termes :

« Avant l'affichage du message, le recouvrement se terminait en cascade avec la personne qui me devait de l'argent. Je me retrouvais parfois dans l'incapacité de continuer mes

réalisent sans aucune préparation, les membres d'une manière improvisée se rencontrent soit dans un salon de coiffure, dans un bistrot, sur une terrasse, dans une boutique de vente et chacun s'y retire lorsque la thématique devient moins intéressante. Le ligala en ce contexte est une stratégie pour les migrants de profiter des moyens de ceux qui en ont pour consommer quelque chose ou avoir des informations sur les appels à candidatures ou projets futurs qui seront implémentés en milieu urbain de Bukavu.

¹⁴ Entretien avec un membre de la mutualité Havu à Bukavu, le 10 février 2024, âgé de 40 ans

activités et d'épargner. J'ai connu une vie tellement compliquée à Bukavu. Afin de ne pas tomber dans la même erreur, j'ai recruté des « intermédiaires qui ne sont pas de ma tribu »¹⁵ et les ai mis au guichet. Ce qui m'a permis de me retrouver dans mes activités de la débrouillardise »¹⁶.

Les messages affichés et les intermédiaires recrutés pour le guichet, serait l'une des stratégies auxquelles recourent certains migrants afin d'échapper aux relations de mésententes avec les familiers appartenant au même regroupement ethnique. Etant inconnus par les familiers des leurs employeurs, les messages affichés sur le mur de leurs bistrot ne viennent renforcer que, leurs expressions et intentions professionnelles qui réclament : *« l'appartenance à l'identité de celui qui les ont mis sur les murs en s'adressant à un public bien défini, à tous les passant et à tous ceux qui s'opposent à cette identité à laquelle, il revendique son attachement »* (Karim Ouaras, 2009). Ce qui en révèle que, ces messages sur les murs constituent un acte de langage qui instaure un jugement sur la réalité de terrain. Ainsi, ils limitent les pratiques de la solidarité ethnique dans leur monde des affaires à travers les agents intermédiaires, ayant des référents identitaires différents qui ne connaissent personne sauf l'employeur. Dans ce contexte, les familiers ne feront qu'acheter au lieu de contracter la dette et le message affiché exalte les expressions et intentions professionnelles.

Échanges politiques et religieux

Les migrants internes échangent aussi sur la politique de bouche à oreille lors des rassemblements informels. Ils les font surtout dans les bistrot, les lieux de vente de boissons, les salons de coiffure, entre membres qui s'y rassemblent d'une manière occasionnelle. Les situations sécuritaires étant de plus en plus incertaines, les tenanciers s'en protègent en interpellant leurs clients membres à travers l'affichage des messages selon lesquels : *« Ce lieu n'est pas un lieu de repos, ni de débat politique »¹⁷*. Ces genres de messages révèlent l'intention des tenanciers de s'épargner de toute perception selon laquelle ils facilitent les rassemblements à caractère politique dans leurs lieux de travail, au regard des discussions politiques qui s'y réalisent. Selon les recherches de Jean-Baptiste Mbonabucya éclairent

¹⁵ Ces intermédiaires sont souvent des jeunes filles ou garçons de nationalité burundaise qui, à travers les contacts ou connaissances créés avec les Congolais vivant à Bujumbura, migrent en RD Congo afin d'y réaliser leurs activités professionnelles. Ils ont inondé le secteur des restaurants, de l'hôtellerie, de la vente des boissons alcoolisées du secteur informel dans la ville de Bukavu.

¹⁶ Entretien avec un membre de la mutualité Buguma bwabafuliiru, le 18 avril 2025.

¹⁷ Entretien avec un membre de la mutualité des Bavira à Bukavu, le 5 janvier 2025, âgé de 36 ans.

qu'un : « *groupe ethnique n'existe qu'à l'intérieur d'un espace déterminé sur lequel, quel que soit le modèle politique adopté, se définit un système social et ses valeurs sociales* » (Mbonabucya, 1998). Or, dans la recherche de cette définition, les migrants internes se créent les mécanismes d'interaction et de légitimation des normes dans un système. Ce qui finit par les malentendus entre migrants internes et crée un dérangement sur le lieu de travail.

Quant aux échanges religieux, on sait identifier les lieux de culte où se rencontrent les migrants internes selon leurs origines et croyances spirituelles afin de célébrer les cérémonies religieuses, les prières collectives ou les discussions sur la foi. Les migrants internes, à la sortie de leurs milieux ruraux d'origine, utilisent leurs confessions religieuses en réseau migratoire avec celles de la ville, qui leur facilitent l'intégration. Un membre de la mutualité Emo, y a M'mbondo, témoigna en ces termes :

« J'ai observé que chaque confession religieuse a une tribu majoritaire qui maintient son administration ecclésiale. La majorité des membres de la mutualité E'mo 'y a M'mbondo fréquente la 26^e Communauté méthodiste libre au Congo « 26^e CMLC »¹⁸, une partie dans la 34^e Communauté des assemblées de Dieu en Afrique, « 34^e CADA » et une autre dans la communauté des églises libres pentecôtistes en Afrique « 5^e CELPA » dans la ville de Bukavu »¹⁹. Par contre certains membres de la mutualité Lusu lega fréquentent en majorité la 7^e Communauté des Églises de Grâce au Congo « 7^e CEGC » en sigle. Quant à la mutualité Buguma Bwabafuliiru, la majorité fréquente la 8^e Communauté des Églises pentecôtistes en Afrique centrale « 8^e CEPAC », les Batembo et les Bahavu fréquentent en majorité la communauté des églises adventistes du 7^e jour. Enfin, la grande majorité des membres de la mutualité « Cinyabuguma c'ebashi » appartient à l'église catholique universelle »²⁰.

Bien que la tendance majoritaire présente une réalité pareille, on rencontre dans chaque confession religieuse un pourcentage moins élevé de toutes les tribus et les pratiques des croyances religieuses font partie du patrimoine spirituel de la ville de Bukavu en ce sens que tous les migrants internes croient à l'existence d'un être suprême. Cette intercompréhension

¹⁸ Les préfixes 26^e, 34^e, 5^e, 7^e et 8^e sont les numéros d'ordre d'enregistrement des églises protestantes au sein de leur regroupement œcuménique national dénommé Église du Christ au Congo en sigle « ECC ».

¹⁹ Entretien avec un membre de la mutualité Emo 'ya m'mbondo, pasteur de la 26^e CMLC, âgé de 50 ans.

²⁰ Entretien avec un membre de la mutualité Lusu lega à Bukavu, juin 2024, âgée de 65 ans.

des migrants au sein d'une même confession religieuse facilite : « *le rétablissement des relations sociales de façon directe et indirecte* » (Partez, 2006). La détermination d'une majorité des appartenances tribales dans les confessions religieuses n'est pas synonyme d'exclusions car toutes les tribus se retrouvent dans diverses églises selon les croyances. Or, la réalité à ne pas négliger est celle révélée par Benoit-Pequignet selon laquelle : « *en Afrique subsaharienne, les personnes ont souvent deux religions : une religion plus 'mondialisée' comme l'islam, le catholicisme ou le protestantisme, et une religion locale, traditionnelle ou animiste qui vénère les esprits, les forces vitales pour le bien-être spirituel des êtres vivants* » (Benoit-Pequignet, 2018). Toutes ces religions, chacune en ce qui la concerne, connaissent les tribus ayant accueilli en premier leurs missions d'évangélisation en Afrique. Ils ont réussi à intégrer la tradition et sont restés membres qui tiennent la doctrine religieuse après le départ des missionnaires et qui, leur facilitent d'ailleurs dans les projets de migration, que ce soit interne ou internationale. Dans ce contexte, afin d'avoir un impact sur ces peuples, elles incitent les migrants à se regrouper en réseaux religieux avec leurs origines ancestrales en milieu urbain.

Échanges sur la santé et la protection de l'environnement

Les migrants internes orientent aussi leurs échanges dans le domaine de la santé et de la protection de l'environnement afin de faire face à l'insalubrité et à la prolifération des maladies d'origine hydrique dans les quartiers. En arrivant en ville, souvent ils s'installent dans les zones périphériques, moins aménagées et exposées à l'insalubrité et à différentes maladies. Ensuite, les activités de la débrouillardise des migrants internes polluent l'environnement. Elles influencent l'affichage des messages, souvent en swahili sur les murs et pancartes. Dans le cadre de la protection sanitaire et environnementale, il est écrit : « *Inakatazwa kutupa uchafu hapa* », pour dire littéralement : « *Il est défendu de jeter les ordures en ce lieu* », une forme polie d'interpellation développée dans la ville de Bukavu. La pollution de l'environnement, la dégradation esthétique du lieu de travail, les risques pour la santé publique et le non-respect des normes de propreté et d'hygiène sont autant d'inscriptions qui influencent la réduction des décharges publiques et la prise de conscience collective dans la protection de l'environnement. En effet, Marie Etienne Mélançon prouve que : « *les pratiques du graffiti, considéré comme une des formes d'interventions directes sur les surfaces publiques ou privées des personnes inconnues, s'attachent aux demandes et luttas des citoyens liées au droit à la ville* » (Mélançon, 2024). Ces interventions directes sur les surfaces publiques ou privées sont des actions concrètes des campagnes de sensibilisation, régulièrement réalisées dans la protection de la santé publique et de

l'environnement en milieu urbain. Dans ce contexte, le graffiti est compris comme des manifestations et des luttes pour certains droits, mais également comme des formes de contestation de la manière dont certains espaces sont planifiés et utilisés. Or, le message affiché ne doit pas être un simple acte de pression, mais un moyen d'exiger le droit à la ville et le droit de faire de la ville un espace plus juste qui redonne un sentiment d'identité à l'environnement urbain d'accueil.

Échanges des migrants internes sur les groupes WhatsApp

Le WhatsApp est une application de messagerie instantanée pour les smartphones, permettant aux utilisateurs de communiquer avec leurs contacts possédant aussi l'application. À l'ère de la domination des technologies de communication, les migrants internes recourent aussi à cette communication moderne. Ils créent des groupes afin de rester interconnectés en milieu urbain de Bukavu. À travers les groupes constitués, les migrants internes sont informés le plus vite possible sur le programme à réaliser, se rappellent des rendez-vous et le lieu convenu pour la rencontre. Ce constat fut témoigné par un gérant du cybercafé en ces termes :

« Je me rappelle qu'auparavant, les migrants internes envoyaient les communiqués à la radio pour les rencontres officielles. Mais durant l'occupation de la ville de Bukavu par les rebelles du M23, la communication instantanée a été la seule voie pour se passer les informations. Les rassemblements à caractère ethnique n'étant pas autorisés par les dirigeants rebelles, les migrants internes échangeaient soit par les messages textuels, appels téléphoniques et d'autres par envoi des messages audio ou des mini-vidéos »²¹.

Les groupes WhatsApp ont été perçus comme des moyens de communication rapides entre familles et les migrants internes, les ont institués pour maintenir leurs échanges. En revanche, le WhatsApp remplit également la fonction de contrôle mutuel entre migrants internes dans la ville. Ce constat a été témoigné par un sage de la mutualité Lusu Lega en ces termes :

« Lorsqu'un migrant interne se fait connaître à d'autres, on lui demande souvent son numéro WhatsApp et on l'intègre dans le groupe WhatsApp des migrants internes. Les messages sont censurés par un groupe de personnes qui gèrent ce groupe et donnent parfois une idée sur l'effectif approximatif des membres actifs en milieu urbain »²².

²¹ Entretien réalisé à Bukavu le 25 avril 2026 à 14 heures avec un gérant d'un cybercafé à Labotte.

²² Entretien avec un membre de la mutualité Buguma Bwabafuliiru à Bukavu, âgé de 40 ans.

Le groupe WhatsApp est également perçu comme un instrument de contrôle des migrants internes. Ne seront intégrées dans le groupe que les personnes dont l'appartenance ethnique est prouvée par d'autres membres présents en milieu urbain. Selon les recherches de Zihimirwe, l'expression « réseau social » renvoie à : « *ensemble d'individus ou d'organisations reliés par des interactions sociales régulières* » (Zihimirwe, 2007). Les mutualités ethniques se sont dotées d'interfaces, des groupes WhatsApp, afin de relier les interactions sociales de manière instantanée entre les membres présents en ville, sans mettre de côté les familiers restés dans les territoires ruraux de la province. Or, celui qui s'adonne de manière intensive à des activités en ligne communiquait moins avec les autres membres de sa famille et son cercle d'amis rétrécissait. Alors dans ce cas, le WhatsApp devient le facteur prédominant de communication et l'activité sociale des migrants internes se trouve déplacée vers les interlocuteurs virtuels ou les correspondants en ligne. Ce qui a diminué le sens de leurs regroupements dans la ville de Bukavu.

Conclusion

Cette étude a analysé les différents discours des migrants internes partagés lors des rencontres officielles et occasionnelles dans la ville de Bukavu. Le recours à l'observation directe, au documentaire, à l'entretien semi-directif et libre ainsi qu'à l'échantillonnage boule de neige auprès de soixante-cinq migrants internes, je suis abouti aux résultats selon lesquels, les discours de certains migrants internes dès leur arrivée sont orientés vers les actions d'entraide et de solidarité, une nécessité de faire face aux difficultés vécues en ville. D'autres ont précisé les échanges sur la sauvegarde de l'unité traditionnelle et des valeurs culturelles en voie de perte actuelle. Ils échangent enfin sur le renforcement des capacités culturelles et la redynamisation des valeurs ancestrales à travers les rencontres culturelles organisées à cette fin en milieu urbain d'accueil. Lors des rencontres occasionnelles, il a été prouvé que les migrants internes discutent des valeurs traditionnelles au sein de leurs foyers et bistrot sur les sujets qui cadrent avec la vie politique, économique, religieuse, sanitaire et environnementale. Au sein des familles, ils échangent sur les valeurs traditionnelles à travers les mythes narratifs et chants ou des poèmes qui glorifient l'histoire et les principes culturels. Dans la quête du bien-être socioéconomique, certains partagent les informations sur la cherté de la vie urbaine et les stratégies pour s'en sortir tandis que d'autres, s'expriment justifient le coût élevé de la vie à travers les affiches sur les murs. À travers ces messages affichés, ils invitent les lecteurs clients concernés à s'investir dans les travaux techniques et à éviter la paresse. Ceux qui ont réussi dans la débrouille, doivent être prudents en donnant les dettes en termes de solidarité

ethnique. Sinon, ils risquent de retourner aux villages si le principe de gestion efficace n'est pas appliqué. D'autres migrants internes discutent de questions politiques de bouche à oreille, en mentionnant des situations de sécurité incertaine. Pour se protéger, les gérants font passer le message que leur établissement n'est pas un lieu de débat politique, évitant ainsi l'impression qu'ils encouragent les rassemblements politiques. S'agissant des échanges religieux, les migrants internes ont révélé que les lieux de culte leur permettent non seulement de célébrer les cérémonies religieuses, les prières collectives ou les discussions sur la foi mais aussi, ils ont toujours été utilisés pour renforcer leurs réseaux migratoires et faciliter leur intégration en milieu urbain de Bukavu. Enfin, sur le plan sanitaire et environnemental, leurs discours ont révélé qu'ils interviennent de manière directe en public ou en privé à travers des actions concrètes, des campagnes de sensibilisation liées à la protection de la santé publique et de l'environnement en ville. Tous ces discours sont soit partagés lors des rencontres officielles, occasionnelles ou soit à travers les groupes WhatsApp des migrants internes créés afin de rester interconnectés en milieu urbain de Bukavu.

Conflit d'intérêts : Les auteurs n'ont signalé aucun conflit d'intérêts.

Disponibilité des données : Toutes les données sont incluses dans le contenu de l'article.

Déclaration de financement : Les auteurs n'ont obtenu aucun financement pour cette recherche.

References:

1. An Ansoms, & Aymar Nyenyezi. (2014). Accaparement des terres dans la ville de Bukavu (RDC): déconstruire le dogme de la sécurisation foncière par l'enregistrement. *Conjonctures congolaises*.
2. Aymar Nyenyezi, B., Emery Mudinga, & Tom De Herdt. (2021). Bukavu : City scoping study. *African cities research consortium*.
3. Bazoumana, L. (2014). Les regroupements communautaires et les leurs apports dans le développement socioculturel régional. cas des associations communautaires de Yamoussoukro. *Revue ivoirien d'anthropologie et sociologie. Kasa bya kasa*, no 25.
4. Benoit-Pequignet, L. (2018). *L'influence des facteurs socio-culturels sur le développement économique et social. Le cas de l'Afrique Subsaharienne*. Paris: University of Upper Alsace.
5. Byamlemi, M. (2025). Femme et promotion des valeurs culturelles au sein des mutualités ethniques de la ville de Bukavu. *Memoire de licence, ISDR-Bukavu, inedit*.

6. Charlier, B., Chistine Grard, D., Laugrand, F., Laurent , P.-J., & Saskia, S. (2020). *écritures anthropologiques*, in "investigations d'anthropologie prospective". Louvain-La-Neuve: Academia-L'Harmattan. Récupéré sur www.editions-academia.be
7. Cirhalwirhwa, G. (2020, mars 17). Typologie des interdits au Bushi, in les tabous : Garde-fous des valeurs traditionnelles. *Actes du 7ème Forum culturel organisé par les missionnaires Xaveriens au Musée du Kivu, Muhumba-Bukavu*
8. Ciza, M. (2024). Mutualités ethniques et la promotion du leadership féminin dans le milieu urbain. *Memoire de Licence, ISDR-Bukavu, inédit.*
9. Delacroix, S. (2019). « Transmission des savoirs ancestraux ». *Éditions du Cerf.*
10. Dupont, J.-P. (2018). « Tradition et modernité : un paradoxe ». *Éditions du Seuil,*
11. Gilroy, P. (2018). « *l'atlantique noir* », . Paris: La Documentation française.
12. Jean-loup, A., & Elikia, M. (2021). Consulté le Mai 27, 2023, sur groupes ethniques en France: <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/fr>
13. Karim Ouaras. (2009). Les graffiti de la ville d'Alger: carrefour de langues, de signes et de discours. les murs parlent., les pratiques culturelles algeroises: une identité en construction. *Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, pp.159-174.
14. Kitsimbou, B. (2017). *La démocratie et les réalités ethniques au Congo*, in *April-Dorier, Jeunesse et ethnicité à Brazzaville*. Nice.
15. Kitsimbou, X. (2001). *La démocratie et la réalité ethnique au Congo*. Nancy: université de Nancy II.
16. Lemoine, T. (2020). « Jeunes et cultures mondiales ». *Presses universitaires de Rennes*
17. M'bokolo, E. (2023). *Ethnie, tribalisme et Etat en Afrique*, . Paris: La Découverte.
18. Madeleine , P. (2020). Ethnicité dans les sociétés contemporaines . *Ethnicité dans les sociétés contemporaines*, p4. Québec, Sociologie, Canada: Université Laval.
19. Martiniello, M. (1995). *L'ethnicité dans les sciences sociales contemporaines*. Paris: philosophie de l'integration en Belgique.
20. Mbonabucya, J. (1998, Juillet). *Ethnicité et conflit ethnique: approches théoriques en perspective de l'analyse du conflit des Rwandais*. Genève, Genève: Université de Genève.
21. Melançon, M.-E. (2024). Entre expression et régulation : Une exploration du graffiti et du street art des femmes à Montréal.

- Memoire de master en Aménagement, option ville, territoire et paysage, Université de Montréal.*
22. Moreau, L. (2021). « Médecine traditionnelle et bien-être ». *éditions santé*.
 23. Olderogge, D. A. (1999). liste des groupes ethniques d'Afrique. *Migration et différenciation ethniques et linguistiques dans Joseph Ki-Zerbo, Histoire générale d'Afrique, vol I*, 301-320.
 24. Partez, F. (2006). Les relations communautaires ethniques selon Max Weber. *Cahiers du Cériem*.
 25. Samah, K. (2021). Le besoin d'appartenance sociale. *chapitre4. le besoin d'appartenance sociale*.
 26. Saskia, S. (2007). « *Les villes globale* ». Paris: CNFPT.
 27. Stephen, S., & Claire, L. (2005). *Wikipedia*. Consulté le Mai 30, 2023, sur liste des groupes ethniques en Afrique: [https://fr.m.wikipedia.org/wiki/liste des groupes ethniques en Afrique](https://fr.m.wikipedia.org/wiki/liste_des_groupes_ethniques_en_Afrique): [https://fr.m.wikipedia.org/wiki](https://fr.m.wikipedia.org/wiki/liste_des_groupes_ethniques_en_Afrique) consulté le 30/05/2023
 28. Wittorski, R. (2008). La notion d'identité collective. *La notion d'identité collective*. CNAM, Paris.
 29. Zihimirwe, B. (2007). Utilisation des réseaux sociaux et leurs conséquences sur les liens familiaux. *Travail de fin de cycle, ISDR-Bukavu*. Bukavu, Organisation sociale, Sud-Kivu, RDcongo.